

170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE

75014 PARIS - FRANCE

TÉL. 325-36-74

C. C. P. 1248-74 PARIS

(Suite à la publication, le 29 juin 1973, d'une lettre pastorale critiquant ouvertement le régime - cf DIAL D 108 - l'archevêque de Goiânia a été invité à s'expliquer dans le cadre des rencontres épisodiques de haut niveau rassemblant des personnalités ecclésiastiques et des représentants du gouvernement. Les deux textes suivants sont signés par l'archevêque de Goiânia) (Note DIAL)

1- LA RENCONTRE DE RIO DE JANEIRO

Le 27 juillet 1973, j'ai reçu un coup de téléphone de Dom Ivo Lorscheiter, secrétaire-général de la Conférence Nationale des Evêques du Brésil (CNBB) me demandant si j'acceptais de participer, le 3 août suivant, à une rencontre avec des évêques, des militaires et des civils qui se réunissent périodiquement à Rio-de-Janeiro pour un échange sur la situation socio-religieuse du pays. La demande était motivée par ma lettre pastorale du 29 juin 1973 intitulée "Comment nous voyons la situation de l'Eglise face au régime actuel".

Comme j'avais promis d'aller à Gurupi pour participer à la réunion régionale du clergé du 31 juillet au 3 août, avec l'aller et retour en voiture, et d'être présent à la séance de recyclage des agents pastoraux à partir du 4 août, j'ai cependant préféré ajourner ces rencontres pour pouvoir répondre favorablement à cette consultation qui, d'après moi, était une invitation au dialogue.

Je m'y suis préparé du mieux que j'ai pu. J'ai rassemblé la collection des communiqués mensuels de la CNBB depuis 1962. J'ai dressé le catalogue des principales déclarations de l'épiscopat, la liste des principaux faits survenus dans la région, avant et après la Révolution de 1964, ainsi que l'inventaire des récents événements qui ont motivé ma lettre pastorale de juin. Pour faciliter le dialogue, j'ai écrit deux pages (voir document suivant) pour résumer mon point de vue.

Le 3 août 1973, à 7 h, je suis parti en voiture jusqu'à Brasilia où j'ai pris l'avion de la Varig à destination de Rio, avec escale à Belo-Horizonte. Je suis arrivé au siège de la Conférence épiscopale vers 13h30.

La réunion a commencé à 14h30, au siège de la Conférence épiscopale, et s'est terminée vers 17h. Etaient présents: le président et le secrétaire-général de la Conférence des Evêques, respectivement Dom Aloisio Lorscheider et Dom Ivo Lorscheiter; le président de la Commission Justice et Paix, le professeur Cândido Mendes; ainsi que les personnalités militaires et civiles suivantes: le général Muricy; l'amiral Ribeiro Marques, commandant des Fusiliers Marins; le colonel Pacífico, chef en second du Service National d'Information (SNI), mais actuellement commandant de la Vila Militar à Rio (artillerie); le colonel Sampaio, substitut du colonel Pacífico au SNI; le professeur Tarcísio Padilha, du Conseil fédéral de l'Education et de l'Ecole Supérieure de Guerre.

Après les salutations et les présentations d'usage, le général Muricy, coordinateur de son groupe, a exposé de façon sereine les objectifs de cette rencontre de haut niveau ainsi que ses remarques concernant ma lettre pastorale, en soulignant les objectifs de la Révolution de 1964 et sa participation active dans la région du Nord-est en particulier. Aujourd'hui général en retraite, il continue de rendre des services notoires à la cause révolutionnaire.

Puis la parole m'a été donnée. J'ai adressé mes remerciements pour la possibilité qui m'était offerte de participer à cette rencontre, et j'ai demandé à lire ce que j'avais préparé par écrit à titre d'exposé sommaire et pondéré concernant ma façon de voir la situation dans la conjoncture actuelle.

Le colonel s'est déclaré pleinement d'accord avec ce qu'il venait d'entendre, au point d'affirmer que lui et ses collègues souscrivaient entièrement à mes déclarations. J'ai offert à chacune des personnes présentes un exemplaire de mon texte dûment signé.

Ensuite s'est ouvert, non un débat à proprement parler, mais un échange de témoignages. Après m'être présenté comme étant prêtre depuis 40 ans dont 30 années comme évêque de Penedo, d'Aracaju et de Goiânia, j'ai fait état des luttes et des difficultés rencontrées dans la défense des positions de l'Eglise. Mon attitude devant le communisme et la franc-maçonnerie. J'ai rapporté quelques épisodes vécus. J'ai souligné les agissements de l'épiscopat depuis 1962 et les espoirs soulevés par la Révolution de 1964 qui s'est faite contre le communisme, la subversion et la corruption, en vue des réformes de base en accord avec la déclaration des évêques du 30 avril 1963. J'ai cependant fait observer que, dans ses premières expériences, la Révolution de 1964 avait été marquée par la franc-maçonnerie et que ses préférences politiques étaient allées vers un parti déterminé, l'UDN (1). J'ai précisé que mon exposé cherchait à montrer les bonnes dispositions des responsables de l'Eglise. La preuve en a été donnée, à l'époque, par le président Castelo Branco (2) qui, suite à la mémorable réunion des archevêques tenue les 27-29 mai 1964, deux mois après la Révolution, avait reçu une délégation de l'épiscopat et qui, reconnaissant le principe de la collaboration mutuelle et respectueuse entre l'Eglise et l'Etat, avait envoyé à tous les évêques un télégramme rédigé en ces termes: "Brasilia - Urgent - 4/6/64 - "Après avoir écouté attentivement l'argumentation des illustres prélats "qui l'ont honoré de leur visite le 30 mai dernier, le président de la "République a pris la détermination de suggérer à Votre Excellence une "mesure qu'il considère comme étant de grande portée pour concilier l' "intérêt des enquêtes (policières-militaires) en cours et les garanties "que vous jugez nécessaires. Dans ce but, je vous prie de bien vouloir "communiquer au ministère de la Justice toute information ou toute intervention relative à l'implication de l'un de vos prêtres. Je tiens "également à vous faire savoir que des instructions en ce sens ont été "données aux autorités chargées des enquêtes en question. Je vous présente l'expression de mon profond respect - Luiz Viana Filho, ministre "extraordinaire chargé du Cabinet Civil".

(1) Union Démocratique Nationale: parti libéral-conservateur des anciennes oligarchies, dissous en 1965 (N.d.T.)

(2) Maréchal, président de la République de 1964 à 1967 (N.d.T.)

Le général a écouté avec attention et respect, ainsi que les autres. Il a ensuite fait quelques commentaires sur certains points de ma lettre pastorale en les entrecoupant de considérations sur son travail dans le Nord-est. Au passage, il a fait mention de Dom Hélder Câmara en laissant entendre qu'il faisait des réserves sur le comportement de l'actuel archevêque de Recife. Il n'a cessé de se déclarer catholique et de souhaiter la collaboration de l'Eglise.

Par rapport à la lettre pastorale, il s'est déclaré particulièrement peiné de certains de mes commentaires sur le communisme, la subversion et la corruption. Il a cependant manifesté son accord sur certains points en affirmant que ce qu'il critiquait chez moi c'était la "généralisation" de ce qui, d'après lui, sont des faits isolés et contraires aux orientations du gouvernement. En résumé, il a estimé que pour éviter d'éventuelles conséquences désagréables, la lettre pastorale ne devait pas être divulguée en raison des commentaires ou interprétations qui pourraient en être fait.

Ayant repris la parole, j'ai expliqué mon point de vue, en particulier sur le "communisme pratique", amoral, et sur les circonstances concrètes qui m'ont amené à écrire cette lettre pastorale. J'ai fait observer que je ne m'en prenais pas aux personnes ni au Gouvernement, mais que je critiquais les abus du régime. J'ai expliqué le sens du passage dans lequel je fais une seule fois référence à l'attitude du Gouvernement qui cherche à favoriser le peuple opprimé, c'est-à-dire à lui accorder des faveurs. J'ai essayé de montrer que, même en admettant (comme il l'a affirmé) qu'il ne s'agit pas de paternalisme gouvernemental, il s'agit cependant d'actes personnels du président de la République, alors qu'à mon avis, ce sont des sujets importants qui ne relèvent pas seulement du président de la République ou du Pouvoir exécutif. De tels sujets réclament, pour le moins, une étude sérieuse de la part des intéressés eux-mêmes et du Congrès national qui se trouve très affaibli. C'est pour cela que j'ai dit dans ma lettre pastorale que la méthode des "opérations-impacts" donnait l'impression de "faveurs" accordées au peuple, même s'il s'agit d'impératifs de justice.

Quant à la proposition de non-divulgateion de la lettre pastorale, j'ai déclaré qu'elle était déjà diffusée dans le diocèse, bien qu'il ne m'ait pas été permis de la faire imprimer. En ce qui concerne les conséquences désagréables qui pourraient advenir, j'ai déclaré en toute tranquillité que j'étais prêt et disposé à les supporter, quelles qu'elles fussent. A mon avis, c'est ce moment de la rencontre qui m'a paru le plus délicat. J'ai attendu les réactions, mais le général a esquivé le problème en se livrant à d'autres considérations.

Ensuite ce fut le tour du professeur Tarcísio Padilha. Un exposé de haut niveau avec des considérations quelque peu philosophiques et très respectueuses. Il s'est appliqué à montrer qu'il voyait dans cette lettre pastorale l'intelligence et le coeur d'un pasteur et il a conclu qu'elle comportait des passages émotifs ou peut-être quelque peu passionnés qui pouvaient porter préjudice à l'analyse objective du document.

J'ai confirmé que, de fait, c'était la lettre d'un pasteur qui a aussi laissé parler son coeur pour répercuter les soucis, les angoisses, les critiques et les espérances du peuple. Si je ne l'avais pas fait, je n'aurais pas agi comme un pasteur qui doit surtout faire preuve de disponibilité de coeur et de sincérité.

Pour répondre à ses considérations, j'ai essayé d'expliquer que ce document donnera certainement lieu aux interprétations les diverses, conformément à la préoccupation de chacun. Mais en bonne herméneutique, un document doit être étudié en fonction de la personne qui l'a rédigé, des raisons qui l'ont amené à le faire, des destinataires pour lesquels il a été élaboré, ainsi que de l'époque, des circonstances et du but visé. En dehors de son contexte, aucun document, pas même les Saintes Ecritures, ne peut échapper aux interprétations les plus variées et les plus contradictoires. Ce n'est pas le cas, ai-je ajouté, pour un texte juridique dans lequel chaque article de la loi est interprété à la lettre, indépendamment de l'intention du législateur. Même en ce cas, pourtant, il revient aux juges et aux avocats de les interpréter à la lumière de l'esprit qui vivifie la lettre; c'est la raison pour laquelle ils doivent faire l'exégèse des textes légaux.

A la fin, le général Muricy est revenu à la lettre pastorale et il s'est référé à mon exposé initial en laissant entendre que si je le publiais, ma ligne de pensée serait clarifiée. Je lui ai déclaré que tel était mon désir et que je l'avais mis par écrit dans le but de le rendre public.

J'ai profité de l'occasion pour montrer la position d'inégalité dans laquelle se trouvent certains évêques ainsi que la Conférence épiscopale. La censure leur interdit de se défendre par les moyens de communication sociale quand ils sont offensés, calomniés ou quand leurs déclarations sont mal interprétées. J'ai fait référence à la déclaration du cardinal Scherer (3) ainsi qu'aux articles de Clóvis Stenzel et de Gustavo Corção. Dans certains cas, des évêques sont traités de communistes ou leurs propos déclarés contraires au magistère de l'Eglise, sans qu'il leur soit possible de faire des déclarations à titre de défense. A Goiânia, par exemple, il est interdit aux moyens de communication sociale de publier toute déclaration de l'archevêque.

Plusieurs autres observations ont été faites au cours des témoignages. A la fin, l'ambiance devenait de plus en plus ouverte et franche. J'ai l'impression que cette rencontre a été, sinon agréable, du moins utile.

Au moment de me séparer d'eux, tous se sont montrés attentionnés et affables. L'amiral m'a invité à aller manger chez lui à la première occasion. Le colonel Pacífico, originaire de Bela Vista (Etat de Goiás), s'est montré très prévenant.

Ils ont insisté pour que je revienne, surtout quand j'ai fait allusion à la position-clé de l'Etat de Goiás pour ce qui concerne l'avenir de la Patrie et de l'Eglise. Comme une nouvelle rencontre n'est guère possible au cours du mois d'août, il a été décidé que je viendrais en septembre, à une date qui reste à fixer.

Goiânia, le 4 août 1973
Fernando Gomes
archevêque de Goiânia

(3) Le cardinal Scherer avait violemment critiqué le document des évêques et supérieurs religieux du Nord-est (cf DIAL D 99) et ses propos avaient été abondamment reproduits par la presse (N.d.T.)

2- EXPOSE DE DOM FERNANDO GOMES DEVANT LA COMMISSION DE HAUT NIVEAU

La première moitié de la décennie des années 60 a été pour nous particulièrement marquante, tant sur le plan civil que dans le domaine de l'Eglise. En 1962-1963, nous étions sous le gouvernement Goulart et dans les premières années du Concile oecuménique Vatican II. En 1964-1965, nous étions dans les premières années de la Révolution et dans les dernières du Concile. Deux fortes réalités destinées à modifier le sens de l'histoire au Brésil et dans le monde.

Si la Révolution brésilienne avait saisi l'esprit de Vatican II et élaboré sa philosophie conformément à cet esprit, unissant ainsi les possibilités du pays et les perspectives qui ont soulevé les espoirs du peuple, nous aurions aujourd'hui - comme nous pouvons encore avoir - la possibilité d'édifier la Nation la plus vigoureuse du monde.

Nous nous trouvons devant des réalités nouvelles issues des éclairages projetés par le Concile, des efforts du gouvernement, féconds sous de nombreux aspects, et des expériences grâce auxquelles la science et la technique ont enrichi le patrimoine de l'humanité. Tout se renouvelle et se développe. Mais tout n'est pas intégré dans l'Unité, malgré le désir latent et profond qui existe dans le coeur des hommes assoiffés de paix, de solidarité et d'amour fraternel. Nous savons que cela est en partie le résultat de nos limites ou abus qui existent malheureusement en tout ce qui est humain.

Le peuple brésilien porte au fond de lui-même une préoccupation constante, plus vaste que l'étendue du pays et plus grande que le progrès constant dans les différents secteurs d'activité. Cette préoccupation existe et est vivement ressentie. Mais elle demeure confuse et intraduisible. Nous ne sommes pas en condition de l'analyser. Nous savons qu'elle est en partie la conséquence et le reflet de l'angoisse universelle qui affecte l'ensemble des nations de la terre. Mais elle revêt des formes et prend des proportions propres à chaque pays.

En ce qui concerne les tensions qui se sont produites entre des hommes d'Eglise et des hommes d'Etat, ou vice-versa, nous sommes victimes, à mon avis, d'un traumatisme qui secoue les fibres les plus sensibles de notre histoire et de nos traditions. Il faut ajouter à cela une série de mutations sociales, politiques, économiques et religieuses qui ont, au cours des dernières décennies, laissé le peuple brésilien dans un état permanent de trouble.

Une rencontre comme celle-ci ne peut être décisive, mais elle peut ouvrir des pistes nouvelles et sûres permettant de pénétrer non dans la forêt mais dans les esprits qui ne sont pas moins touffus, exubérants et riches que la jungle amazonienne. Mais il n'est pas facile d'y parvenir, car ni le Gouvernement à lui seul, ni l'Eglise à elle seule, ni les deux à eux seuls ne peuvent réussir. Cela exige de tous la clairvoyance, la capacité de discernement, l'ouverture d'esprit, la foi et le civisme, afin d'assurer la cohérence des valeurs authentiques de la Patrie. Cela suppose également l'interdépendance des valeurs, chacune d'elles bénéficiant de l'autonomie qui lui est propre, sans préjudice d'une collaboration mutuelle et respectueuse. C'est la leçon du Christ, toujours actuelle et inégalable: "Rendez à César ce qui est à César, et

à Dieu ce qui est à Dieu". Jésus-Christ a donné l'exemple en montrant la monnaie due à César. Mais quand les droits de Dieu ont été violés, le meilleur résultat obtenu par César a été, dans une victoire apparente, de se détruire lui-même en crucifiant la Vérité, la Vie, le Chemin.

Il y en a qui prétendent que, sous le gouvernement Goulart, les prises de position de la Conférence épiscopale ont été plus nuancées que les critiques faites aujourd'hui devant les excès du régime en vigueur. Pourtant, si nous nous montrions plus méfiants envers notre mémoire qui est la faculté d'oublier ce qui ne nous intéresse pas pour le moment, et si nous interrogeons les documents, nous constaterions que la vérité est bien différente. Durant cette époque turbulente et troublée, les prises de position de la Conférence épiscopale ont été les seules voix autorisées et indépendantes à lancer des avertissements au Gouvernement et à la Nation. En pleine tourmente, les déclarations de l'épiscopat ont été l'objet de sévères critiques de la part des groupes antagonistes dans et hors de l'Eglise. Dieu sait combien ces déclarations ont coûté d'efforts, d'études, de consultations et de prières pour obtenir l'approbation à l'unanimité des membres de la Commission centrale, l'organisme directeur de la Conférence épiscopale. Mais les documents demeurent comme jalons pour l'histoire.

Nous aimerions, si vous n'y voyez pas d'inconvénients, porter à la connaissance de cette Commission de haut niveau les prises de position de l'Episcopat au cours des dernières années du gouvernement Goulart et des premières années de la Révolution. Ce sont des affirmations vigoureuses et sereines qui traduisent la pensée des évêques, et surtout la mission et la nature de l'Eglise. C'est pour cela que nous avons déclaré dans notre lettre pastorale du 29 juin 1973: "Quelque soit le régime politique, nous le respectons avec les mêmes dispositions que nous respectons la réalité... Si les gouvernants comprenaient le caractère et la mission de l'Eglise, ils trouveraient dans nos paroles la confirmation que la sincérité de la vérité doit servir de base à la sécurité nationale, à la stabilité et à la prospérité de la Nation".

Il est vrai que la Révolution de 1964 a ouvert de nouveaux horizons, qu'elle a allumé d'une extrémité du pays à l'autre la flamme de l'espoir en offrant la possibilité de nous délivrer du communisme, de la subversion, de la corruption, et de procéder aux réformes de base préconisées dans le Message de la Commission centrale de la Conférence épiscopale du 30 avril 1963.

Il est très difficile de comprendre les personnes et d'interpréter les événements si nous nous plaçons dans une perspective différente de celle qui a présidé au comportement des personnes et au déroulement des événements. En ce sens, le premier pas à faire pour éclairer les esprits et maîtriser les conflits inévitables consiste, à notre avis, dans l'ouverture d'un dialogue libre et loyal, franc et honnête, sans les détours d'intentions secondes ou cachées.

Quand les conditions du dialogue sont réunies, les parties en cause peuvent, non pas résoudre tous les problèmes, mais du moins ouvrir la route à des solutions et sortir enrichies par l'échange de points de vue et d'informations. On trouve toujours, à la racine des maux, l'égoïsme sur lequel rien ne s'édifie et qui, en général, aveugle les esprits et

ferme les coeurs. Dans un tel climat de radicalisation, les hommes ne sont plus les protagonistes de leur propre amélioration et de la promotion sociale; ils deviennent les protagonistes de leur propre disgrâce et de la rupture de l'ordre fondé sur la justice et le droit, ordre sans lequel il ne peut y avoir de développement intégral des personnes et de la société.

Goiânia, le 2 août 1973
Fernando Gomes
archevêque de Goiânia

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)